

Les Etats Unis prévoient de réintégrer l'Unesco

Le conseiller économique du Président Clinton, M. Gene Sperling, qui a rencontré vendredi matin le Directeur général de l'Unesco, venu participer au Forum de l'éducation de Dakar, a déclaré, à l'issue de cette entrevue, que son pays pourrait réintégrer de nouveau cette organisation au moment opportun. "Notre contribution finan-

cière à l'Unesco sera rétablie dès notre retour ; le président Clinton m'a envoyé ici pour exprimer son soutien à ce que fait cette institution", a déclaré M. Sperling lors d'une conférence de presse donnée hier.

Il a précisé que les Etats Unis travailleront à encourager l'accrois-

sement de l'aide des bailleurs de fonds en faveur de l'éducation de base. "Cette question, a-t-il dit, sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du G 7 d'Okinawa.

Le slogan "Trade and not aid" (Commerce et non aide) si cher au président Clinton est, selon l'expression M. Sperling, en passe de devenir "Trade and aid" (Commerce et

aide). Selon le chef de la délégation américaine au Forum de Dakar, la position officielle des Etats-Unis consiste désormais, à associer le partenariat commercial à l'aide publique au développement en faveur surtout de l'Afrique.

M. Sperling a indiqué à ce sujet, que l'administration Clinton est très optimiste pour faire adopter par le Congrès Américain, le projet de Loi sur les opportunités de croissance en Afrique. Ce projet prévoit une augmentation de 30 à 40% du volume des exportations africaines vers les Etats-Unis.

La politique américaine en matière d'aide au développement consiste à encourager les allègements de la dette pour favoriser la constitution de fonds qui doivent être affectés, par les pays bénéficiaires, aux politiques de santé, d'éducation et aux programmes de réduction de la pauvreté. "Un pays comme le Sénégal, a indiqué M. Sperling, a déjà bénéficié de cette formule au même titre que 4 autres pays dans le cadre de l'allègement drastique de la dette en faveur du développement économique et social.



Les Etats Unis ont dépensé 100 millions de dollars pour financer l'éducation de base à travers les programmes de l'Usaid. Les autorités américaines espèrent que l'aide bilatérale atteindra cette année 150 millions de dollars. Il a déclaré que "l'appui que le gouvernement américain apporte à l'Oit pour lutter contre le travail des enfants est passé de 3 millions de dollars l'année dernière, à 30 millions de dollars cette année. Il passera à 45 millions de dollars l'année prochaine si les projections de l'administration Clinton se confirment".

Au total, il espère que les financements extérieurs en faveur de l'éducation pour tous dépasseront les 4 milliards de dollars réclamés par la communauté des Ong.

"Dans les prochaines années, le gouvernement américain compte s'investir particulièrement dans la formation des ressortissants des pays en développement aux nouvelles technologies de l'information pour éviter que le monde ne soit divisé en deux entre victimes et bénéficiaires de la mondialisation", a promis le chef de la délégation américaine.

Les décisions de Dakar

(Suite de la page 1)

Au cours d'une réunion tardive de "tous les membres du groupe qui pouvaient être joints (soit la moitié)" après la plénière de jeudi, il a été décidé que la "mise en œuvre des objectifs et stratégies nécessitera une dynamisation immédiate des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux. Dans un souci d'efficacité maximale, ces mécanismes seront participatifs, et dans la mesure du possible, s'appuieront sur ce qui existe déjà".

La proposition de créer un "Conseil mondial de l'Éducation pour tous" telle que annoncée en séance plénière dans l'après-midi du jeudi 27 avril a finalement été rejetée en dernière lecture par les ministres présents à Dakar. Aussi, le Groupe sur les perspectives d'avenir qui a dû se retrouver une nouvelle fois en séance de nuit la veille de la clôture vendredi du Forum a donc décidé que l'UNESCO, n'en déplaise à ses pourfendeurs, poursuivra le rôle qui lui a été confié de coordonner les partenaires de l'EPT, et de maintenir la dynamique de leur collaboration. Dans ce cadre, le Directeur Général de l'UNESCO a en charge de réunir tous les ans un groupe de haut niveau à la fois restreint et souple.

Ce groupe, formé de "décideurs au plus haut niveau représentant les gouvernements et la société civile des pays développés et en développement", contribuera à "renforcer la volonté politique et la mobilisation des moyens techniques et financiers". Ses réunions annuelles "permettront également à la communauté mondiale de rendre compte des engagements de Dakar".

La réalisation de l'objectif de l'EPT dans les 15 prochaines années nécessitera un effort financier supplémentaire de l'ordre de 8 milliards de dollars par an. Il est donc indispensable que de nouveaux engagements fermes soient pris par les gouvernements nationaux ainsi que par les donateurs multilatéraux, y compris la Banque mondiale, ainsi que les banques régionales de développement, la société civile et les fondations.

Dans l'intervalle, les Forums nationaux sur l'EPT seront renforcés ou mis en place, pour accélérer la réalisation des objectifs de l'EPT. Les pays établiront des plans nationaux

d'ensemble pour l'EPT d'ici 2002 "au plus tard", selon le Groupe sur les perspectives d'avenir. Les pays confrontés à "des problèmes particuliers, et notamment à des crises complexes ou à des catastrophes naturelles" bénéficieront d'un soutien technique spécial de la part de la communauté internationale. Partout où ces plans sont mis en place, les partenaires de la communauté internationale s'engagent à "combler le déficit de ressources". Un Forum Régional sur l'EPT travaillera en étroite collaboration avec les Forums Nationaux, auxquels il sera rattaché par des liens organiques, et devant lesquels il sera responsable. Les forums nationaux sont identifiés par le Groupe sur les perspectives d'avenir comme le

"cœur des activités de l'EPT".

Leurs fonctions seront notamment les suivantes : coordonner l'ensemble des réseaux concernés ; définir les objectifs régionaux et sous-régionaux et suivre leur mise en œuvre ; sensibiliser l'opinion ; partager les meilleures pratiques, et assurer le suivi des activités et en rendre compte. L'UNESCO formulera des plans opérationnels pour appliquer ces décisions en s'inspirant des recommandations adoptées lors de la réunion finale du Comité directeur au lendemain du Forum mondial sur l'éducation de Dakar et, "par la suite, de consultations vastes et représentatives".

Les donateurs rejettent l'idée d'un fonds pour l'éducation

Mme Eveline Herfkens, Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas, Mme Clare Short, Secrétaire d'Etat au développement international du Royaume-Uni et M. Jean Claude Faure, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, ont donné mercredi matin, une conférence de presse au nom des pays donateurs. Une occasion pour présenter la nouvelle approche de l'aide publique au développement. Ils ont cependant réagi négativement aux propositions de l'Ong Global Campaign For Development qui préconise la constitution d'un fonds international de développement pour l'éducation de base, à hauteur de 4 milliards de dollars.

Les pays donateurs ne sont pas d'accord pour la mise en place d'un fonds international de développement susceptible de financer les besoins de l'éducation de base des pays en développement. M. Jean-Claude Faure de l'OCDE estime qu'une telle approche est démodée et ne rencontre pas l'adhésion de son organisation. Il a expliqué que certains pays en développement confrontés à des difficultés de mise en œuvre et à la gestion de programmes appropriés, ne peuvent être logés à la même enseigne que d'autres pays qui ont noté des avancées significatives dans le domaine de l'éducation de base.

Mmes Clare Short du Royaume-Uni et Eveline Herfkens des Pays-Bas, ont indiqué toutes les deux, que les pays en développement devaient consentir plus de moyens à l'éducation de base pour donner le ton aux bailleurs de fonds. "Nous sommes prêts à aider ceux qui sont prêts", a déclaré Mme Short.

Elle a cité les exemples du Ghana, de l'Ouganda et du Malawi qui, selon elle, "sont des exemples à suivre par les autres pays en développement, pour leurs efforts extraordinaires dans l'affectation de moyens à l'éducation de base et la gestion des programmes".

Les conférenciers ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient aider certains pays à accroître leur capacité de gestion des programmes d'éducation de base au lieu d'augmenter les flux financiers sans s'assurer de leur bonne utilisation.

Répondant à la question de savoir si le Forum de Dakar n'est pas qu'une simple reprise de Jomtien, M. Faure a expliqué que les bailleurs de fonds ne sont pas venus à Dakar pour renouveler des engagements déjà pris à Jomtien.

M. Victor M. Ordonez de l'Unesco, venu assister à la conférence presse, ajoutera que "l'une des innovations à Dakar sera la mise en place d'une commission de suivi des engagements de financements pris par les bailleurs de fonds et les agences onusiennes". "Seulement à ajouté Mme Short, les pays donateurs ne considèrent pas que l'argent est la condition sine qua non pour atteindre l'éducation pour tous".

Après Dakar, on peut s'attendre à l'avènement d'un nouveau modèle de coopération conformément aux attentes de l'atelier "Construire des partenariats efficaces avec les agences de financement". Le document de travail de cette commission stipule que "la coopération, pour être efficace, doit - être intégrée dans

un cadre politique large et consensuel fondé sur une direction et une responsabilité locale, planifiées lors de processus participatifs et mise en œuvre via des structures nationales existantes".

Directeur de Publication

Michel KIBANI AKINA

Comité éditorial

PANA, IPS, EFA

Rédacteur en chef

Sidy GAYE

Rédacteurs en chef adjoint

Felix NJOKU, Ann NINAN

ont collaboré à ce numéro

Mildred MULENGA, Mukeni LAPES, Ali COULIBALY, Oumar DIENG, Bassrou SOW, Aliou SALL (PANA), Judith ACHIENG, Nana Rosine NGAN-GOUE, Marwan MAKAN-MAKAR, Yojana SHARMA, Antoaneta BEZLOVA (IPS), Leila LOUPIS (Unesco), Angela CONSTANZA JEREZ T. (El Tiempo Colombel)

Photos

Ibrahim MBODJI

Traduction

Maimouna DIALLO KA,

Carole SMALLDIOP

Impression

Imprimerie NIS

Réalisation

BKM

Sites Web du Forum et du Journal

EFA : <http://www.education.unesco.org/efa>

PANA: <http://www.rapide-pana.com/wef/>

IPS: <http://www.ips.org/unesco/index.html>